

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE MRC DE TÉMISCOUATA



par
Maurice Pedneault, Mgp.

Mars 2007

Table des Matières

Introduction	4
1- Le contexte	4
2- Le territoire	6
- Témiscouata, en bref	
- Carte	
3- Ressources humaines, portrait qualitatif	7
- Âge moyen, âge médian...	
- Rapport dépendance économique...	
- Migrations interrégionales...	
- Autres considérations	
- Tableau : Revenu personnel par habitant, 2005	
4- Données globales sur l'Économie	10
- Tableau 1	
- Tableau 2	
- Tableau 3	
- Caractéristiques des emplois.	
<u>Secteurs d'activités économiques présents au Témiscouata</u>	14
a)- La Forêt	14
- Diminution de la possibilité forestière...	
- Emplois générés par le secteur forestier du BSL...	
- Principales entreprises dans la première transformation	
b)- L'Agriculture	16
- Déclarants d'unités	
c)- L'Acériculture	19
- Portrait 2006	
d)- Le Tourisme	20
- Données comparatives de fréquentation...	
- Fréquentation bureaux d'accueil et information...	
- Provenance des visiteurs...	
e)- Le Manufacturier	23
- La Taille des Entreprises	
f)- Conclusion	24

<u>Avenues de Développement et Prospectives</u>	25
1- Orientations gouvernementales	25
2- Pistes de Solutions	28
- Filière Acéricole	
- Filière Transport routier et ferroviaire	
- Filière du ligneux et du non-ligneux	
3- Pistes de Solutions... des projets concrets	30
4- Facteurs pouvant freiner le Développement ou nuire à celui-ci	30
5- Champs d'activités privilégiés par la SDC de Témiscouata	31
Sources et remerciements	32

*Note. Certains passages dans le texte sont en caractère bleu ; cela indique qu'il y a une correspondance avec un tableau sis à proximité et souligne parfois l'importance de la donnée/énoncé.

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE

Introduction :

La SADC qui cumule 20 années d'offre de service à la population a, dans le passé, arrimé ses interventions dans le développement, avec les autres promoteurs du développement économique, en complémentarité et dans des champs moins développés ou approfondis par ces derniers. En plus d'investir financièrement dans des projets bien concrets et diversifiés, cet engagement était souvent assujéti à l'accompagnement plus rigoureux des promoteurs en divers aspects : organisation de la gestion, accompagnement marketing, formation d'appoint selon les besoins, veille et mise en place d'outils facilitant pour les entrepreneurs (parrainage et mentorat ± officiel et structuré).

L'implication de la SADC a toujours été étroitement liée, il me semble, à une forme d'éducation/sensibilisation des promoteurs pour leur accorder le maximum de chances de réussite. Après une vingtaine d'années d'une formule gagnante, doit-on continuer dans la même veine ou, doit-on modifier l'approche en raison des nouveaux enjeux qui se dessinent pour l'avenir du territoire ? La SADC doit-elle assurer un leadership plus affirmé dans le développement et choisir/privilégier de nouveaux créneaux de développement ?

On sait par ailleurs que tout le Témiscouata est à compléter un exercice de réflexion/planification qui le guidera dans ses priorités de développement. Il manque encore quelques informations relatives au diagnostic mais qui ne sauront tarder à venir (milieu du printemps 2007). C'est dans cet esprit que la SADC a confié à une ressource extérieure le soin de tracer un portrait, le plus précis possible, sur la situation, lequel sera la base du questionnement que l'organisation doit se poser pour compléter sa programmation pluriannuelle, couvrant la période 2007-2010.

1- Le Contexte :

Pour amorcer ce portrait, nous nous replongeons quelques années en arrière. En 2002, Développement Economique Canada, à la demande du milieu témiscouatain, confiait à une firme spécialisée le soin de poser un diagnostic sur le devenir économique et social du Témiscouata. Les conclusions de cette démarche effectuée par le Groupe I.P.S.É. (l'Institut pour le Progrès Socio-Économique) se résument à ceci et constituent la présente mise en situation.

«La MRC ne peut plus miser sur ses seules ressources naturelles comme voie unique de développement économique».

...il y a un virage à prendre pour sortir de la dépendance... car la conjoncture actuelle remet en question la viabilité de l'industrie forestière telle qu'on la connaît et la pratique. Il faut trouver plus de productivité en regard de la réglementation, des barrières tarifaires, de la technologie et de l'innovation, de la pérennité de la ressource sur le territoire, de la qualité de la main d'œuvre.

...L'agriculture, autre moteur économique, est trop souvent prise pour acquis mais...il y a des problèmes de relève ; les coûts sont de plus en plus exorbitants pour produire (contingent, machinerie, mise aux normes, intrants...). La perception et la reconnaissance de la profession par le milieu sont très ambiguës ; la productivité du cheptel semble moindre que dans le reste de

la région versus les standards observés. Les potentiels acéricole et porcin sont limités et menacés (qualité du produit en baisse et cohabitation difficile, normes et règles de production) ; la transformation est limitée par des marchés qui exigent des volumes et approvisionnements réguliers.

La diversification manufacturière et les 2^e et 3^e transformations ne décollent pas ; on demeure toujours dans le primaire et certains facteurs sont limitatifs/contraignants face au développement :

>On remarque des barrières liées aux modes de communication (téléphonie et Internet) (C'est toujours le cas mais ça devrait se corriger au cours de l'année)

>Dans le secteur commercial, la MRC manque de grappes de détaillants autour des grandes bannières,

>L'image touristique et le caractère touristique de la région ne sont pas suffisamment définis ; il y a un manque de collaboration/concertation entre les intervenants, l'offre est incomplète et il y aurait besoin d'un sérieux coup de pouce dans l'investissement,

>Les gens sont, de manière générale, refermés sur eux-mêmes (sentiment de fierté et d'appartenance à développer, ne jouent pas leur rôle d'ambassadeur lorsqu'à l'extérieur)

>La main d'œuvre est disponible, a bonne réputation (travaillante, fiable, stable) mais n'est pas qualifiée suffisamment (sous scolarisation, beaucoup de postes demeurent incombés et cela cause des problèmes pour les entreprises=demeurer compétitives). >Absence ou manque de services, la viabilité et le manque de dynamisme font que beaucoup de personnes venues de l'extérieur, repartent après un court séjour (ce n'est pas suffisant que la région soit belle, tranquille, sécuritaire {c'est plate}, il faut que ça bouge un peu...). Miser sur la prospection de gens qui ont des racines témiscouataines pour venir s'établir en région.

>Pas de pôle majeur d'influence (pas de masse critique permettant de revendiquer, de s'organiser...en définitive, il y a un poids relatif bien faible du territoire).

Il faut passer le plus rapidement possible en mode solutions/actions. La problématique est connue, reconnue, et fait consensus. On avait alors identifié un certain nombre de projets à mettre de l'avant pour amorcer le changement.

L'année suivante, en 2002-03, suite à la perte de Les Viandes du Breton, le groupe Zins, Beauchênes et Associés a été retenu par les interlocuteurs du développement économique du Témiscouata pour créer un «task force» et relancer le développement dans la MRC, par la «**structuration**» des actions.

Trois secteurs ont alors été privilégiés en plus de la nécessité d'installer un mécanisme permanent de **veille stratégique**. Il s'agit : de l'agro et bioalimentaire, du forestier et la transformation qui y est associée et, le tourisme. On recommandait également de **positionner la MRC de Témiscouata comme l'endroit le plus naturel pour une localisation/relocalisation d'activités manufacturières** en offrant :

>une localisation idéale basée sur ...

-un cadre de vie exceptionnelle, ([nature, tranquillité](#))

-un positionnement géographique stratégique, ([sur la route des Maritimes et de la Nouvelle Angleterre](#))

-une grande disponibilité et stabilité de main d'œuvre, ([mais il y a un manque de formation de base et pointue](#))

-des coûts de production plus faibles, ([on peut se poser la question en région ???, éloignement, sources d'énergies...](#))

-des coûts plus faibles lors de l'implantation, ([valeur de revente, emprunts](#))

-un dynamisme industriel attrayant, ([manque de professionnels en support](#))

>une assistance exceptionnelle dans tout le processus de localisation/relocalisation par l'application de programmes structurés,

- d'aide à la décision pour la localisation,

- d'aide à l'implantation industrielle.

C'est à partir de ce contexte, qui a peu évolué depuis car d'autres problématiques se sont ajoutées, que nous définissons le portrait des indicateurs économiques de la MRC de Témiscouata, en ce début d'année 2007.

2- Le Territoire :

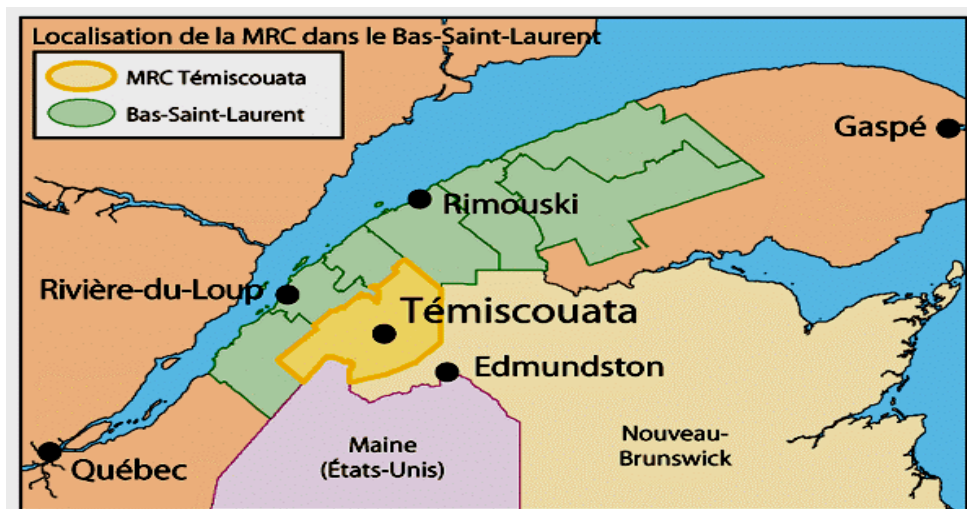
La MRC de Témiscouata est un territoire que l'on peut qualifier de frontalier, car il est limité au sud à la fois par l'État du Maine et le Nouveau-Brunswick. Par ailleurs, il est limitrophe à la MRC de Rimouski-Neigette à l'est, à la MRC de Kamouraska à l'ouest et aux MRC de Rivière-du-Loup et des Basques, au nord.

Ce territoire est le deuxième plus grand de la région Bas-Saint-Laurent (3 905 km²), après celui de la Matapédia. Il est occupé à 32% par la zone agricole et compte 20 municipalités et une population de près de 22 000 habitants.

La MRC de Témiscouata est essentiellement rurale. Sa population correspond à 11% de celle de la région bas-laurentienne et se regroupe surtout autour de quatre municipalités un peu plus peuplées qui ont le statut de ville, sans pour autant qu'il y ait de pôle d'attraction majeur. Ces villes sont Cabano (3 240), Dégelis (3 210), Pohénégamook (3 015), et Notre-Dame-du-Lac (2 125). Elles totalisent environ 53% de la population.

Témiscouata en bref

Superficie en terre ferme (2006)	3 898,7 km ²
Densité de population (2006)	5,6 hab. /km ²
<i>Population totale (2006)</i>	21 745 hab.
0-14 ans	3 285 hab.
15-24 ans	2 668 hab.
25-44 ans	5 106 hab.
45-64 ans	6 937 hab.
65 ans et plus	3 749 hab.
<i>Solde migratoire interrégional (2005-2006)</i>	-214 hab.
<i>Perspectives démographiques (variation 2026/2001)</i>	- 13,8 %
Travailleurs de 25-64 ans (2004)	7 789
Taux de travailleurs de 25-64 ans (2004)	64,8 %
<i>Revenu d'emploi moyen des travailleurs de 25-64 ans (2004)</i>	27 921 \$
<i>Taux d'assistance-emploi (2006)</i>	9,0 %
Taux de faible revenu des familles (2004)	8,5 %
<i>Revenu personnel par habitant (2005)</i>	20 973 \$
Valeur totale des permis de bâtir (2006)	4 631 k\$
Valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales (2006)	57 488 \$
Richesse foncière uniformisée (2006)	935 481 k\$



3- Ressources humaines : portrait qualitatif

Quelques données globales sur le profil socio-économique (chômage, scolarisation, dépendance économique, migrations...)

Âge moyen, âge médian et groupe d'âge modal de la population, selon le sexe, MRC du Bas-Saint-Laurent, 1996 et 2001-2006

	1996 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^r	2005 ^r	2006 ^p
	ans						
Témiscouata							
Âge moyen	37,8	40,5	40,7	41,0	41,7	42,2	44,2
Hommes	36,8	39,3	39,9	40,0	40,6	41,4	41,3
Femmes	38,6	41,1	42,5	42,2	44,1	43,3	43,4
Âge médian	37,2	41,0	41,7	42,3	43,2	43,9	45,6
Hommes	36,3	40,1	40,9	41,4	42,1	43,0	43,6
Femmes	37,8	41,6	43,0	43,3	45,0	44,9	45,5
Groupe d'âge modal	35-39	40-44	40-44	45-49	45-49	45-49	45-49
Hommes	15-19	40-44	45-49	45-49	45-49	50-54	45-49
Femmes	35-39	40-44	40-44	40-44	40-44	45-49	45-49

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, *Estimations de la population*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales.
31 janvier 2007

Rapport de dépendance économique¹ et indice de dépendance économique provincial², selon le sexe, Bas-Saint-Laurent, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004	Variation 2004/2000
	\$ par 100 \$ de revenu d'emploi					%
Bas-Saint-Laurent						
Total des transferts gouvernementaux	30,36	31,87	30,95	30,90	29,94	-1,4
Hommes	23,81	25,34	24,22	24,34	23,17	-2,7
Femmes	42,11	43,33	42,65	42,03	41,50	-1,5
Assurance-emploi	6,34	7,13	6,78	6,75	6,17	-2,7
Hommes	7,10	8,12	7,44	7,34	6,55	-7,7
Femmes	4,98	5,41	5,65	5,74	5,53	11,1
TPS	0,98	0,97	0,95	0,92	0,88	-10,6
Hommes	0,81	0,79	0,78	0,75	0,70	-13,5
Femmes	1,30	1,28	1,26	1,20	1,17	-10,0
Prestation fiscale pour enfants	1,82	1,95	1,91	1,86	1,84	0,9
Hommes	0,10	0,12	0,13	0,13	0,13	28,6
Femmes	4,91	5,17	5,02	4,80	4,76	-3,1
Sécurité de la vieillesse	9,48	9,66	9,41	9,48	9,27	-2,2
Hommes	5,81	5,92	5,81	5,90	5,76	-0,8
Femmes	16,07	16,21	15,68	15,56	15,26	-5,0
Pension du Canada ou RRQ	5,82	6,05	6,50	6,67	6,79	16,6
Hommes	5,47	5,68	5,81	5,98	6,00	9,7
Femmes	6,46	6,69	7,70	7,84	8,14	26,0
Indemnités des accidents de travail	1,30	1,33	1,31	1,31	1,28	-1,4
Hommes	1,43	1,46	1,42	1,44	1,40	-2,4
Femmes	1,05	1,11	1,12	1,08	1,08	2,6
Assistance sociale	3,26	3,15	2,93	2,84	2,70	-17,2
Hommes	2,65	2,59	2,42	2,40	2,25	-15,1
Femmes	4,36	4,13	3,82	3,59	3,46	-20,7
Crédits d'impôts provinciaux remboursables/allocations familiales	1,35	1,63	1,14	1,08	1,01	-25,0
Hommes	0,44	0,66	0,42	0,40	0,37	-15,6
Femmes	2,98	3,33	2,40	2,22	2,09	-29,8
Indice de dépendance économique²	162,3	165,5	159,2	159,9	156,3	...
Hommes	182,2	187,3	177,6	178,8	172,0	...
Femmes	147,2	148,5	146,0	145,9	145,2	...

1. Dans une région, le rapport de dépendance économique représente les paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ du revenu d'emploi total de la région.

2. L'indice de dépendance économique provincial correspond au rapport de dépendance économique (RDE) d'une région exprimé en pourcentage du RDE de la province. Cet indice peut être supérieur à 100, il signifie alors que le RDE de la région est supérieur au RDE de l'ensemble du Québec.

Source : Statistique Canada, Division des données régionales et administratives, *Profils de dépendance économique*, 17-10-06

Migration interrégionale, MRC du Bas-Saint-Laurent, 2005-2006

	Entrants	Sortants	Solde	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux net
	n			%		
Kamouraska	796	868	-72	3,62	3,94	-0,33
La Matapédia	473	629	-156	2,46	3,28	-0,81
La Mitis	861	916	-55	4,51	4,80	-0,29
Les Basques	288	396	-108	3,06	4,21	-1,15
Matane	851	817	34	3,85	3,69	0,15
Rimouski-Neigette	2 099	2 156	-57	3,99	4,10	-0,11
Rivière-du-Loup	1 383	1 262	121	4,25	3,88	0,37
Témiscouata	562	776	-214	2,60	3,59	-0,99

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre une valeur inscrite et une valeur calculée avec les données du tableau (somme, différence, pourcentage).

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, exploitation du *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

10 janvier 2007

Autres Considérations :

Dans son ensemble, le Témiscouata est un territoire fragilisé par différents éléments :

- exode important des jeunes, dans un milieu à forte tendance de ruralité (formation post secondaire, opportunités de travail, milieu de vie +dynamique et proximité des services)
- population résidente de + en + vieillissante (pyramide des âges)
- taux de chômage toujours au-dessus de la moyenne du Québec et souvent de la région BSL
- revenu moyen des familles en dessous de la moyenne provinciale, (on remarque en général un écart de 4-5\$K; l'écart entre les hommes et les femmes du territoire est voisin de 10\$K)
- le revenu personnel par habitant en 2005 était de 24 810\$ au BSL alors qu'il n'était que de **20 973\$ au Témiscouata**, au 9^e rang des 10 MRC affichant le revenu personnel par habitant le + faible (variation de 5,1% par rapport à 2004)

MRC et rang	Revenu personnel/Habitant + faible, 2005
1 Basse-Côte-Nord	14 866\$
2 Kativik	15 541\$
3 Pontiac	18 989\$
4 Le Rocher-Percé	19 644\$
5 La haute-Gaspésie	20 201\$
6 Le Haut-Saint-Laurent	20 554\$
7 La Matapédia	20 824\$
8 Avignon	20 905\$
9 Témiscouata	20 973\$
10 La Vallée-de-la-Gatineau	21 174\$

Source : Bulletin flash, revenu personnel 2006 ISQ.

- beaucoup de ménages ont le caractère monoparental et le chef de famille est féminin (il y avait un peu plus de 630 femmes prestataires de l'assistance emploi en 2004)
- manque de main d'œuvre qualifiée pour beaucoup d'emplois dû au faible niveau de diplôme atteint par une bonne part de la population (près de 60% des personnes en âge de travailler ont une scolarité équivalente à ± 9^e année.
- reprise encore timide et fragile du développement économique (problématiques forestière, agricole et acéricole)

4- Données globales sur l'économie :

Au niveau statistique, on peut tracer le bilan suivant. Le **secteur primaire** englobe les entreprises faisant l'extraction ou produisant des matières premières. Nous retrouvons dans cette grande division 17,8 % des entreprises et 13,1 % de la main-d'œuvre de la MRC de Témiscouata. Ce sont les sous-secteurs de la *Foresterie et exploitation forestière* et de l'*Extraction minière* qui font travailler le plus de gens. Cependant, l'*Élevage* comporte le plus grand nombre d'entreprises.

Tableau 1 – Répartition des entreprises et des emplois dans le secteur primaire

Code SCIAN	Sous-secteurs d'activité économique	Nombre entreprises	Nombre travailleurs
111	Cultures agricoles (ex. : céréales, légumes, fruits)	53	163
112	<i>Élevage (ex. : bovins, porcs, volailles, moutons)</i>	<i>89</i>	<i>134</i>
113	Foresterie, exploitation forestière (ex. : terres à bois, pépinières)	31	370
114	Pêche, chasse et piégeage	1	1
115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie (ex. : épandage d'engrais, taille d'arbres, inventaire forestier)	7	152
212	Extraction minière (sauf le pétrole et le gaz) (ex. : tourbières, extraction d'ardoise)	3	245
Total	Secteur primaire	184	1 065

Source : Banque de données LIC du Bas-Saint-Laurent, février 2006

Au niveau statistique, le **secteur secondaire** comprend les activités reliées à la fabrication et à la transformation, la construction et les services d'utilité publique (électricité, gaz naturel et réseaux d'aqueduc et d'égout). Au Témiscouata, 11,2 % des entreprises et 18,8 % de la main-d'œuvre travaille dans cette grande division des secteurs d'activités économiques. Le tableau 2 ci-dessous montre que les 32 entreprises du sous-secteur de la *Fabrication de produits en bois* embauchent de loin le plus grand nombre de travailleurs du secteur secondaire. Puis, viennent le secteur de la *Construction* et le sous-secteur de la *Fabrication du papier*.

Tableau 2 – Répartition des entreprises et des emplois dans le secteur secondaire

Code SCIAN	Secteurs ou sous-secteurs d'activité économique	Nombre entreprises	Nombre travailleurs
22*	Services publics	1	5
23	Construction (bâtiments, travaux de génie civil, entreprises spécialisées)	51	176
311	Fabrication d'aliments	2	14
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	1	4
314	Usines de produits textiles	1	2
315	Fabrication de vêtements	2	58
321	<i>Fabrication de produits en bois¹</i>	<i>32</i>	<i>867</i>
322	Fabrication du papier	1	145
323	Impression et activités connexes de soutien	1	3
326	Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	1	25
327	Fabrication de produits minéraux non-métalliques	2	27
332	Fabrication de produits métalliques	3	5
333	Fabrication de machines	6	44
336	Fabrication de matériel de transport	1	9
337	Fabrication de meubles et de produits connexes	9	55
339	Activités diverses de fabrication	2	78
Total	Secteur secondaire	116	1 517

¹ Étant donné les grands bouleversements actuellement dans ce sous-secteur, le portrait réel pourrait être à la baisse.

Finalement, le **secteur tertiaire** comprend toutes les activités reliées aux services. La MRC compte 71 % de ses entreprises dans ce grand secteur d'activité économique. Celles-ci font travailler 68,1 % des Témiscouatains. Il y a 3 secteurs d'activités qui dominent en volume d'emploi dans les services au Témiscouata, ce sont les *Services d'enseignement*, les *Soins de santé et assistance-sociale* et le *Commerce* (détail et gros).

Tableau 3 – Répartition des entreprises et des emplois dans le secteur tertiaire

Code SCIAN	Sous-secteurs d'activité économique	Nombre entreprises	Nombre travailleurs
41	Commerce de gros	12	139
44-45	Commerce de détail	146	743
48-49	Transport et entreposage	52	249
51	Industrie de l'information et culturelle	8	21
52	Finance et assurances	38	201
53	Services immobiliers et services de location et de location à bail	8	25
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	32	105
56	Services administratifs, de soutien, de gestion de déchets et d'assainissement	7	25
61	Services d'enseignement	34	1 371 ²
62	Soins de santé et assistance-sociale	75	1 097 ³
71	Arts, spectacles et loisirs	29	136
72	Hébergement et restauration	89	541
81	Autres services (sauf les administrations publiques)	158	544
91	Administrations publiques	46	322
Total	Secteur tertiaire	734	5 519

Source : Banque de données LIC du Bas-Saint-Laurent, février 2006

Caractéristiques des emplois

Après ce regard sur la répartition des entreprises et des travailleurs selon les secteurs d'activités économiques, examinons quels sont les emplois présents sur le territoire témiscouatain. La seule source de données locales que nous possédons sur les emplois est issue du Recensement. Les plus récentes données en notre possession datent du Recensement 2001. La répartition des emplois peut être examinée sous deux angles, soit par niveau et par genre de compétences.

Les niveaux de compétences de la Classification Nationale des Professions (CNP) se définissent généralement par le niveau et le genre de formation requis pour accéder à un emploi. D'autres facteurs sont également considérés tels que l'expérience requise, la complexité des tâches et les responsabilités inhérentes à l'emploi. Il y a 5 niveaux de compétences : les postes de niveau *élémentaire*, de niveau *intermédiaire*, de niveau *technique*, de niveau *professionnel* et les postes de niveau *gestion* (tous les genres de formation confondus).

² Nous soupçonnons une surreprésentation des emplois à cause du dédoublement de la répartition des effectifs pour certains établissements (ex : commissions scolaires et écoles).

³ Idem

Tableau – Niveaux de compétence requis pour 100 emplois présents dans la MRC de Témiscouata

Niveau	Nombre
Gestion	7
Professionnel (diplôme de niveau universitaire)	10
Technique (de 2 à 3 ans d'études postsecondaires <u>ou</u> de 2 à 4 ans d'apprentissage <u>ou</u> 2 à 4 ans d'études secondaires et une expérience de travail spécifique)	30
Intermédiaire (de 1 à 4 ans d'études secondaires <u>ou</u> jusqu'à 2 ans de formation en emploi <u>ou</u> une expérience de travail spécifique)	36
Élémentaire (de 1 à 2 ans d'études secondaires et une brève démonstration du travail <u>ou</u> une formation en cours d'emploi)	17

La masse des emplois présents dans la MRC du Témiscouata se situe aux niveaux intermédiaire (36 %) et technique (30 %). Ces 2 niveaux de compétences regroupent les 2/3 des emplois du territoire. Cette situation n'est pas unique à la MRC du Témiscouata. Il est à remarquer que les postes offerts de niveau élémentaire tendent à diminuer avec le temps vu la sophistication des équipements de production des biens et des services. Inversement, la proportion des postes de niveau universitaire tend à augmenter considérant le plus grand nombre de connaissances pour occuper les emplois d'aujourd'hui (ex. : pour les langues, les lois internationales, etc.).

Les Secteurs d'activités présents au Témiscouata.

A- La Forêt :

Première activité en importance pour l'économie du Témiscouata, ce secteur vit une crise très sérieuse qui a des répercussions sur les volumes d'approvisionnements en Terres Publiques. (perte de ±37% des approvisionnements), Cette crise n'est pas subite et est la résultante/combinaison d'un certain nombre de facteurs, anciens et récents, qui ont trouvé leur aboutissement au cours des derniers mois. Nous en faisons état de quelques-uns. Comme la région est spécialisée sur la première transformation des tiges de résineux (SEPM) et de l'exportation des volumes transformés vers les marchés américains, en plus de la baisse des volumes d'approvisionnement décrétée par «le forestier en chef de la province» la surtaxe à l'exportation, la baisse de la construction en raison d'une récession latente aux États Unis ajoutée à l'appréciation de notre devise, par rapport à la devise américaine, ont des répercussions très graves pour notre économie. Les forts lobbys de nos voisins du Sud, (industriels et politiciens) malgré des décisions favorables à notre égard des tribunaux commerciaux internationaux, rendent les règlements beaucoup plus lents (d'autres considérations, de nature politique, nous placent aussi à la merci de notre voisin du Sud).

Diminution de la possibilité forestière en forêt publique, (Un. Gestion 11, Grand-Portage)*

Volumes attribués (m³)	1994-1998	1999-2007	2008-2013	Diminution 2008-2013, vs 99-03-07	Diminution 2008-2013, Vs 94-98
SEPM	264 600	197 000	96 600	-51,0%	-63,5%
Cèdre et pin	25 600	20 800	15 200	-26,9%	-40,6%
Peupliers	66 800	72 500	54 300	-24,1%	-18,7%
Feuillus durs	163 800	128 200	96 100	-25,0%	-41,3%
Total U.G.11	520 800	418 500	262 200	-37,3%	-49,7%
Diminution volumes toutes essences		-102 300	-156 300		
% diminution vs 1994-1998		-19,6%	-49,7%		
% diminution vs 1999-2003-2007			-37,3%		

*Source : Robert Giguère, ingénieur forestier, MRC de Témiscouata 2007

De plus, on a observé ces dernières années un ralentissement dans la modernisation technologique de certaines usines et une productivité moindre dans l'exploitation des moulins. Les scieries doivent également aller chercher de plus en plus loin, à l'extérieur du territoire et de la région, la précieuse ressource. Des volumes importants transitent également par le Nouveau-Brunswick, sans rapporter les redevances aux organismes de gestion et de valorisation.

La forte ponction exercée sur la ressource (épidémie de tordeuse, peuplements matures...) et la planification incorrecte quant à la régénération naturelle, et assistée ; la maturité de trop de parcelles au même moment, font qu'il y a raréfaction de la ressource forestière. La ponction a été beaucoup plus forte en Terres Publiques qu'en Terres Privées. On veut également conserver des parcelles témoins, sans interventions, ce qui diminue encore la possibilité forestière. Les incitatifs à la revitalisation sylvicole en Terres Publiques sont moins importantes et affectent particulièrement les producteurs acéricoles, dans les parcelles qui leur sont octroyées. Enfin certaines essences ont pratiquement disparues (Thuya de l'Est

communément appelé Cèdre blanc) ce qui en complique l'approvisionnement pour les transformateurs.

Les essences feuillues, nobles et moins nobles, paraissent beaucoup moins exploitées que les essences résineuses même si les volumes à transformer sont supérieurs ou égaux aux volumes résineux. Les peuplements, en raison des sols, du climat et des essences, font qu'il y a peu d'essences très nobles (chêne, noyer, cerisier) à récolter et à transformer ; une part importante des volumes d'érable est laissée pour l'acériculture. Enfin, une part de la ressource ligneuse n'est pas exploitée (essences moins commerciales, généralement feuillues) (Érable, Bouleau jaune, Frêne) et les résidus (écorces, branchages).

Il y a des problèmes de formation des travailleurs, tant en usine qu'en forêt. On remarque un vieillissement des travailleurs et une relève moins grande chez les jeunes (très exigeant physiquement, rémunération moyenne en regard de l'effort à fournir par rapport à d'autres emplois, conditions difficiles du travail, travail saisonnier, espoir d'avancement et d'amélioration des conditions et qualité de vie sont faibles).

Emplois générés par le secteur forestier du Bas-Saint-Laurent, par MRC, en 2003.

Basques	Kamouraska	Matane	Matapédia	Mitis	Riki-Neig.	RDL	Témiscouata	
33	57	143	139	116	125	159	154	E. Induits
30	68	229	170	102	61	180	203	E. Indirects
209	379	757	1036	812	646	790	1 328	E. Directs

Source : OFBSL et EcoTec consultants

Il n'y a pas suffisamment de 2^e et 3^e transformation qui donnerait une valeur ajoutée à la ressource et la relocalisation de la main d'œuvre, touchée par une perte d'emploi, n'est pas évidente ; il n'y a pas de diversification de l'activité économique au sens plus large d'autre part.

Enfin, à l'échelle mondiale on observe une tendance forte à la concentration et à la monopolisation des opérations ; nos industriels sont peu habitués à ce phénomène. Il y a donc perte de contrôle et du pouvoir décisionnel, sur le territoire, et cela n'augure rien de bon pour le milieu. L'esprit entrepreneurial des plus jeunes fait également défaut ; on n'avait jamais eu à se soucier très fort par le passé de développer et diversifier le secteur puisque la production de bois d'œuvre était suffisante à 'driver' l'économie et, le Témiscouata tirait son épingle du jeu. «*On observe aussi un climat de morosité et de défaitisme assez fort, partout sur le territoire*».

La MRC a donc entrepris (fin 2006, début 2007), avec un expert, monsieur Pierre Poulain, les organismes de développement et les industriels, une réflexion sur la problématique propre au Témiscouata. Un colloque tenu à Rimouski (UQAR/CRE, 07-03-08) a réuni + de 100 intervenants et il ressort que l'intérêt serait à la «*mise en place d'un nouveau modèle de gestion et de décentralisation de la gestion* vers les régions réunissant le monde municipal, les industriels, les autres utilisateurs de la forêt (récréation,,,) et, ensemble développer une «*approche de gestion qui répond mieux aux attentes*» dans une perspective de développement durable. Ce modèle s'inspirerait d'une application semblable dans quelques régions de France et qui connaît beaucoup de succès.

Des acteurs locaux préconisent une accessibilité plus grande au territoire public, au métayage ou à toute autre formule favorisant une intervention plus grande des intervenants locaux ; on souhaite une réglementation assouplie et des formulaires d'adhésion simplifiés de même que plus de souplesse des fonctionnaires.

Principales entreprises dans la transformation première du bois (2007)

Municipalités	Entreprises	Essences	Volumes >10000 m ³
Ville Dégelis	Bois G. Deschenes et Fils Produits de bois Allguard inc. Bowater-Groupe Lebel	Sciage résineux Bois traité Sciage résineux	X
Lots Renversés /St.-Juste	Bégin et Bégin inc. Scierie A. Ouellet	Sciage feuillus durs Scierie de services	X
Rivière-Bleue	Groupe NBG inc. Scierie J.P.Bossé	Sciage feuillus mous Tremble+résineux	X
Saint-Eusèbe	Pabaced GDS inc. Bardeaux Lajoie	Bardeaux de cèdre Bardeaux de cèdre	X X
Saint-Marc	Palettes Bas-St-Laurent	Palettes de bois	
Packington	Coop. Trav. Forestiers KRTB	Lattes de tremble	X
Cabano	Norampac, div. Cabano	Pâtes et papiers	X
Notre-Dame-du-Lac	Déniso Lebel, div. Usine Sciage et planage Rioux	Sciage de résineux Planage	
Squatec	Richard Pelletier et Fils Groupe Lebel inc.	Sciage résineux Sciage résineux	X X
Biencourt	Richard Pelletier et Fils	Sciage résineux	X

Source : Maurice Pedneault, Mgp. et Robert Giguère, ingénieur forestier, 2007

B- L'Agriculture :

Dans la MRC, l'industrie agroalimentaire est la 2^e industrie en importance, après bien sûr l'industrie forestière. Elle constitue donc une base importante de développement économique. *On dénombrait en juin 2006, sur le territoire, 593 établissements des secteurs de l'agriculture, de la transformation, de la distribution, du commerce et de la restauration, qui génèrent environ 2 700 emplois.*

L'agriculture, avec 396 entreprises et 1 464 emplois, est le maillon le plus développé de cette industrie, suivie des secteurs du commerce de détail et de la restauration. Elle génère des revenus à la ferme de 42,6\$Millions, en plus de façonner le paysage tant apprécié par les touristes, contribuant ainsi d'une façon déterminante à la pérennité des communautés locales, essentiellement rurales.

Ce secteur de l'activité économique est aussi en crise. Lorsque l'on interroge les producteurs, on observe un endettement important des entreprises en regard de la taille des fermes. Le secteur laitier voit une diminution des exploitations, les revenus baissent ; une détresse psychologique importante se fait sentir chez les propriétaires ; la relève est plutôt 'frileuse', le prix du quota est trop élevé et freine le développement (manque de liquidités). Le vieillissement des exploitants, le cheptel (nombre de vaches par ferme) est plus petit qu'ailleurs en région (BSL) et la productivité par unité animale est un peu inférieure.

Les services professionnels et techniques sont plus coûteux et moins accessibles que par le passé (seulement 2 vétérinaires pour couvrir tout le territoire). Les exigences environnementales se sont accrues et le peu de valorisation par la communauté font qu'il y a moins d'intérêt à devenir entrepreneur. Il est aussi de plus en plus difficile de trouver de la main d'œuvre qualifiée, sur une base occasionnelle/temporaire, même si dans les entreprises, les propriétaires ont généralement une meilleure formation que par le passé. L'agroalimentaire c'est sérieux et si l'on veut réussir et satisfaire aux exigences des partenaires financiers et techniques, il faut être formé par des institutions reconnues.

Au niveau du bœuf, la taille des exploitations, même si le nombre demeure stable, est assez petite (en moyenne 35-40 sujets) et constitue plus souvent qu'autrement un revenu d'appoint. Comme il n'y a pas de surfaces importantes de maïs-grain en production, il en coûte plus cher pour l'alimentation des sujets. L'abattage en région et le déclassement de certains sujets à l'encan, font que les éleveurs y vont prudemment malgré l'abondance et la qualité des fourrages et, la disponibilité des terres. Le projet régional Natur'Bœuf (label régional) n'a pas semblé sourire aux producteurs d'ici. Le nouvel abattoir régional (dans la MITIS), supporté par les producteurs, va peut-être changer la donne. On ne produit pas suffisamment de bœufs en région pour répondre aux besoins de consommation et on importe ce produit. Le pouvoir d'achat de la majorité des citoyens limite la consommation de produits de niche ou, avec une plus grande valeur ajoutée. Il y a peu de transformation des produits carnés en général au Témiscouata et au BSL. (charcuterie-boucherie et débitage de gibier, quelques épicerie-boucheries spécialisées)

La perte de l'abattoir de porc en 2002 a porté un dur coup à l'économie régionale. Presque 450 emplois directs ont disparu, sans être compensés. La production de porcs en région est devenue de plus en plus dure, parce qu'il y a une très difficile cohabitation entre cette production et la population en général (technologie de production remise en cause, odeurs incompatibles avec la pratique du tourisme et des activités de plein air, normes rigoureuses pour la disposition des lisiers, la réglementation (RCI du schéma d'aménagement de la MRC) juxtaposé au moratoire provincial qui vient d'être levé (fin 2006-début 2007), la baisse de production à l'échelle du Québec, une trop grande capacité des abattoirs, l'appréciation du dollar et la compétition de plus en plus féroce des américains et brésiliens, les risques élevés de pollution des eaux par lessivage et contamination de la nappe phréatique en raison d'un territoire présentant parfois un fort dénivelé, les barrières non commerciales et la moins bonne productivité de plusieurs maillons de la filière, font que c'est devenu très difficile de produire de façon rentable. On importe, par ailleurs, des produits dont les normes de production sont différentes des nôtres et donc moins coûteux et peut être moins sécuritaires pour la santé.

La production ovine est très faible malgré le potentiel de terres, de bâtiments et la non nécessité d'un droit de produire ou de quota. Il en est de même pour les oiseaux-gibiers, le lapin, les gibiers (cultures sans sols)...dans ces derniers cas, comme pour la pisciculture, l'absence d'abattoir à proximité, freine très largement les producteurs. La difficulté d'avoir des sujets (poussins et autres...) suite aux mesures de protection imposées pour prévenir une épidémie/pandémie de grippe aviaire est aussi problématique. Les exigences des distributeurs et une commercialisation parfois déficiente des produits n'aident pas au développement du secteur. On observe ces dernières années, la production de chèvres laitières dont la production est transformée en fromage (Le Détour et Fromagerie des Basques).

Pour sa part, la production fruitière et maraîchère se fait à très petite échelle, il n'y a pas ou peu de conditionnement. Le marché est domestique et la production bien inférieure à la demande. La qualité des sols, le nombre de degrés-jours de culture, et les conditions de température en général limitent certains développements. Ce sont également des productions qui exigent souvent une main d'œuvre importante, sur de courtes périodes, et les travailleurs potentiellement disponibles sur le territoire trouvent les conditions de travail trop exigeantes en regard de la rémunération offerte ; la mécanisation est par ailleurs peu possible.

Si l'on décortique encore un peu plus le portrait agroalimentaire dressé par le MAPAQ, du bureau régional de Rimouski et ses bureaux de renseignement dans les MRC, il en est fait la répartition suivante des entreprises dans le secteur de même que l'importance des revenus à la ferme. Le tableau qui suit en fait état.

Déclarants d'unités de productions animales et végétales, 2004

Productions	#unités	2004	Recettes déclarées (%)	Augmentation/diminution (2000)
Laitière	Entreprises	80	13,2\$Millions (31)	En diminution
	Quota (kg/jr)	2 137		En augmentation
Bovine	Entreprises	64	2,6\$Millions (6)	En diminution
	Vaches	2 510		En augmentation
Bovine	Entreprises	21		
	Bouvillons	3 415		
Porcine 1	Entreprises	2	2,6\$Millions (6)	
	Truies	n/d		
Porcine	Entreprises	4		
	Places porcs	6 806		
Ovine	Entreprises	8	426 000\$ (1)	
	Brebis	1 140		En augmentation
Chèvres	Entreprises	2		
	Chèvres	n/d		
Cheval*	Entreprises	7		En diminution
	Chevaux	14		En diminution
Avicole	Entreprises	3		
Piscicole	Entreprises	5		En augmentation
Apicole**	Entreprises	0		En diminution
Cunicole	Entreprises	1		
Grands gibiers	Entreprises	0		
Ratites	Entreprises	0		
Acériculture	Entreprises	260	18,1\$Millions (43)	En augmentation
	Entailles	4,0 Millions		En augmentation ++++
Pommes de terre	Entreprises	5	380 000\$***	En diminution
	Hectares	75		En augmentation
Fraises	Entreprises	3	426 000\$ (1)	
	Hectares	±4		En diminution
Framboises	Entreprises	2		
	Hectares	n/d		
Pommes	Entreprises	0		
	# unités	0		
Serres	Entreprises	5	800 000\$***	En diminution
	Mètres carrés	9 300		
Horticulture ornementale	Entreprises	2		En augmentation
	Hectares	n/d		
Céréales/ protéagineuses	Entreprises	2	1,3\$Millions (3)	
	Hectares	n/d		
Champignons	Entreprises	0		
Arbres de Noël	Entreprises	n/d		
Coupe de bois			2,6\$Millions (6)	
Total	Entreprises	±490	99***	
Total revenus à la ferme			±42,5\$Millions	(±1 460 emplois)

*cheval= données trompeuses, beaucoup de particuliers ont des chevaux sans être éleveurs

**apicole= encore quelques ruches présentes sur le territoire sans producteur spécifique

n/d= si nombre petit de producteurs, on ne donne pas les unités pour garder confidentialité

*** le 1% manquant se retrouve dans les autres productions

1. en 2000, la production porcine était la 2^e au BSL derrière celle du Kamouraska

Source : MAPAQ, 2005 Profils régionaux



C- L'Acériculture :

La MRC de Témiscouata assure présentement le leadership de la production bas-laurentienne, avec plus de 60% des entailles inventoriées, tant en forêt publique que privée (on sait qu'en 2006 il y a $\pm 4,5$ millions d'entailles pour le Témiscouata comparativement à $\pm 7,2$ millions pour le BSL et ± 35 millions pour le Québec). Les fiches techniques d'enregistrement au MAPAQ ne tiennent compte que de la production sur les terres privées et révèlent des revenus à la ferme de + de 9\$Millions.(50%) L'inventaire régional bas-laurentien, tant en forêt privée que publique, permet d'identifier des revenus qui atteignent plus de 14\$Millions, ce qui plaçait cette production à un niveau équivalent à la production laitière (2000). En 2004, elle représente le premier rang des revenus agricoles (+ de 14\$Millions pour atteindre en 2006 un peu plus de 18\$Millions).

Portrait de la production en 2006

Secteurs	# Entailles	Volume de production	Valeur de la production	Rang/Québec
Témiscouata	4,5 millions	12,6 millions livres	$\pm 22,7\$M^*$	1 ^e BSL ($\pm 62\%$)
Bas-Saint-Laurent	7,2 millions	18,0 millions livres	$\pm 32,4\$M^*$	2 ^e derrière Ch.-App
Québec	$\pm 35,0$ millions*	87,5 millions livres*	$\pm 170\$M^*$	

*Estimation

Les négociations avec les détenteurs de droits forestiers sur des peuplements d'érables, la mise en production de nouvelles unités privées et la maturation des peuplements plus jeunes permettent d'envisager un potentiel de développement optimal qui atteindra son maximum prochainement. Malheureusement, la grande majorité du sirop produit est vendue en vrac sur le marché américain. Il y a peu de transformation quoique la mise en place d'un entrepôt de classement de ± 20 Millions de livres de sirop (Décacer), pour les producteurs de l'Est, ait ouvert une opportunité de transformation d'1 Millions de livre de sirop en flocons (sucre produit sous vide). Deux petits transformateurs sont spécialisés dans les alcools fins d'érable (Domaine Acer) pour l'un et en gelées à l'érable (Érablière du Toulidou) pour l'autre et viennent compléter le portrait.

Le secteur a beaucoup changé depuis le début des années 2000 avec la mise en place de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec; les contingents de production, le canal unique de classement et de vente, l'appréciation du dollar canadien, la stagnation des marchés malgré une croissance des volumes de production, des problèmes liés au paiement des acériculteurs et à des problématiques qualité liés à la production industrielle.

Dans le contexte actuel et traditionnellement, le sirop d'érable de la région est presque totalement vendu en vrac à l'extérieur pour y être conditionné et distribué sur les marchés nord-américains. Une petite entreprise constituée du regroupement de quelques producteurs biologiques, Nokomis, a réussi à faire une petite percée sur les marchés français et belge. La Hollande commercialise du «sirop d'érable canadien» sur le marché européen dont la matière première a transité par des 'brokers' allemands, hollandais, espagnols.

Ce secteur qui a connu une progression fulgurante au cours des deux dernières décennies vit aussi des moments difficiles. Les investissements à l'installation et la production industrielle ou semi industrielle sont très coûteux; les contingents de production, le canal unique

d'achat/distribution, les arrérages non payés aux producteurs, les coûts de production en croissance et les prix au producteur qui ne suivent pas; la baisse de qualité du produit, un système de classification déficient basé sur la couleur et non sur la saveur, pas de classes de sirop pour la consommation personnelle et pour la transformation, pas d'escompte pour des volumes importants transigés par des conditionneurs ou transformateurs; les prix du bio et du régulier sont les mêmes en bout de ligne, des normes environnementales toujours plus nombreuses à respecter, le support technique qui ne suit pas la technologie, la mise sur le marché qui ne suit pas l'augmentation de la production, la R&D qui se concentre sur des besoins de promoteurs spécifiques et privés retardant la divulgation de certaines solutions à des problématiques communes; des réserves de sirop importantes impayées et qui se dégradent faute de trouver preneur, une forte saisonnalité de la consommation, peu de transformation pour un produit de niche et exclusif au Québec et quelques états nord américains voisins, une qualité générale et saveur moindre du produit depuis quelques années; la majorité de la production (+90%) vendue à l'extérieur en vrac avec perte de contrôle sur le sirop et les produits transformés, enfin les institutions financières qui avaient montré beaucoup d'ouverture au tournant des années 1999 et 2000 sont devenues très frileuses ces dernières années avec la crise et les faillites assez nombreuses qui sont survenues; tous ces éléments contribuent à donner une image assez terne du secteur.

Par compte, on dispose sur le territoire d'un Centre de formation pour ouvriers acéricoles et gestionnaires d'érablières, d'un Centre de formation en transformation alimentaire, d'un Centre d'expertise et de transfert technologique en acériculture. Tous ces équipements et établissements sont sous-exploités par l'industrie en général, tant locale qu'au niveau provincial. Il y a aussi de belles réussites avec les entreprises qui font de la transformation (alcools fins, gelées et flocons de sucres). On dispose d'une grande expertise et de la concentration d'exploitations de grande taille.(± 150 établissements de +15 000 entailles)

D- Le Tourisme :

Le tourisme a beaucoup évolué au cours des quinze dernières années. Les efforts posés par nombre d'intervenants, sous une certaine concertation, tant des organisations locales de développement que sous l'impulsion de l'ATR (ATBSL), ont porté fruit avec un capital d'attractions de qualité et d'intérêt, des services de meilleure qualité et des événements un peu mieux structurés et d'envergure supra régionale. Plusieurs projets de diversification et de développement sont en cours pour aider à l'amélioration de la rentabilité de certains attraits et, ainsi offrir une gamme encore plus complète et diversifiée de sites et attraits aux visiteurs.

Données comparatives de fréquentation des attraits/événements (en nombre de visiteurs)

Sites et attraits	2006	2005	2004
Piste 'Petit Témis', (œil magique Dégelis) {cyclisme}	35 717	40 843	41 606
Piste 'Petit Témis', (secteur nord) {cyclisme}	29 173	35 014	36 638
Sentier National {marche}	3 500	500	s/o
Fort Ingall et Roseraie	3 748	4 822	4 822
Musée du Domaine (autos antiques)	9 310	15 000	20 000
Aster, station scientifique	3 567	4 347	--
Jardin Petite École	2 400	2 400	3 300
Domaine Acer, Économusée	3 602	3 503	3 987
Plage de Pohénégamook	25 000	20 000	--
Cartonfolies	12 326	12 470	11 136
Festivélo	3 500 + enfants	3 500 + enfants	3 500 + enfants
Exposition agricole*	±10 000	±10 000	±10 000
Festival Le Tremplin	3 900	3 800	3 200
Pohénégamook Haut en Couleurs	4 000 (Température)	6 000	5 000
Journée du Hot Dog Optimiste*	±10 000	±11 000	± 12 000

*estimation

Source : CLD MRC de Témiscouata

Si le nombre d'infrastructures d'hébergement-restauration est encore un peu déficient, (environ 400 chambres au total) la qualité générale de ces services s'est beaucoup améliorée. Le manque d'infrastructures au niveau de l'hébergement s'explique en partie par la forte saisonnalité de l'offre, de l'éloignement relatif des marchés, du fait que la région est située sur un grand axe de déplacement vers d'autres régions touristiques et sert encore de voie de «transit», sur le fait qu'il est difficile de passer une semaine complète en région par manque d'une offre plus complète et intégrée.

Le territoire semble se démarquer par sa dimension «écotouristique» (sentier linéaire cyclable/motoneige, sentier transcanadien de marche, sentiers de quad, Pohénégamook Santé Plein Air, les plages et la qualité de l'eau, les lacs pour la pêche et la promenade/baignade, la villégiature, la chasse au gros gibier, le C.P.A. Montagnais, camping et d'autres projets à l'étude ou en voie de réalisation...). L'important réseau routier auquel s'adjoint la Route Transcanadienne (#185 et #85) facilite les déplacements sur le territoire et en fait un lieu de passage obligé pour aller vers les Maritimes et l'est des États-Unis. Le parachèvement de l'autoroute provoquera-t-il une contrainte additionnelle à la rétention des visiteurs?

Le potentiel culturel est aussi développé (le Tremplin, Aster, CartonFolies, Fort Ingall et Roseraie, Musée du Domaine (auto), paysages et point de vue, patrimoine bâti...).

Ce potentiel ne semble pas suffisamment développé quoique des sommes colossales soient souvent en jeu pour réaliser des aménagements d'échelle nationale et internationale, puisque la compétition se retrouve à ce niveau. La politique culturelle de la MRC et les réglementations à venir d'ici quelques semaines, «potentiel archéologique du côté de Squatec» «Parc provincial, Est du lac Témiscouata et Seigneurie Madawaska» en devenir devraient aider au positionnement et à donner une image et des produits plus structurés et intéressants.

La villégiature, qui est assez développée en certaines parties du territoire, pourrait représenter une avenue de développement intéressante; il faudrait des promoteurs et des

actions de démarchage/prospection ailleurs que dans la région immédiate; l'Europe est à envisager car les coûts d'acquisition/location sont ici très abordables pour une résidence secondaire; l'accueil et l'ouverture de la population, un environnement préservé et la qualité de vie très intéressante sont des éléments à faire valoir auprès des groupes ciblés. La venue de ces nouveaux résidents, permanents ou saisonniers, pourrait permettre le développement de nouveaux services et attraits en complément à ce qui existe déjà (ex : navette) et espérer un véritable développement quatre saisons.

Fréquentation des bureaux d'accueil et renseignements touristiques, BSL et Témiscouata 2006

Rubriques	Nombre ¹	Nombre*	Nombre*	Nombre*	Nombre
Actes d'informations	41 078	157	1 660	1 160	607
# personnes	99 383	384	4 105	3 077	1 434
# personne pour séjour	74 377	292	2 818	2 503	946
# total nuitées	224 733	1 028	11 808	9 631	3 467
Moyenne nuitées	3,02	3,52	4,19	3,67	3,66
Secteurs	BSL	St.-Louis	Cabano	N.-D.-du-L.	Pohénégamook

* étant donné la proximité des bureaux, il se peut qu'il y ait croisement des données

¹ provenance des visiteurs

Tableau de la provenance des visiteurs au BSL (ATBSL-2006)

Origine	BSL	Gaspésie	Reste Québec	Maritimes	Reste Canada	USA	Europe Ouest	Ailleurs
Nombre	44 415	25 309	13 472	14 455*	1 254	323	71	85

*48% en provenance du Nouveau-Brunswick

Source : CLD MRC de Témiscouata

Au total, la fréquentation des bureaux d'accueil et d'information touristique au Témiscouata en 2006, a connue une diminution de l'ordre de 20% passant de 11 200 à 9 000. On explique cette diminution par le fait que les gens sont mieux informés que par le passé à partir d'autres sources (salons vacances et autres, ligne téléphonique sans frais, sites web et internet...)

Comme prospective, maintenir le potentiel chasse et pêche, développer les attraits culturels et d'interprétation, maintenir la qualité de l'environnement et des pratiques agricoles et forestières pour préserver un milieu de vie très agréable, trouver un slogan/marque de commerce qu'on pourra véhiculer quelques années pour un positionnement spécifique, remplacer certains promoteurs vieillissants et supporter de nouveaux promoteurs, bien asseoir les 3 saisons actuellement exploitées, se défaire de notre dépendance à la mise en marché, (expérience de regroupement de 10 promoteurs avec SADC en cours) augmenter la concertation et la cohésion de l'offre et des promoteurs, faire tomber la démarcation entre Transcontinental et reste du territoire.

E- Le Manufacturier :

Outre les entreprises qui font de la première transformation forestière et agricole, ce secteur d'activité économique est peu développé au Témiscouata. On a bien retrouvé de façon épisodique la confection vestimentaire, à façon, mais comme ce secteur est pratiquement moribond au Canada, faute de mesures de protection, (le Canada est bien timide en matière de protection des activités manufacturières depuis la mondialisation), la dernière unité de production a fermé ses portes avant Noël 2006.

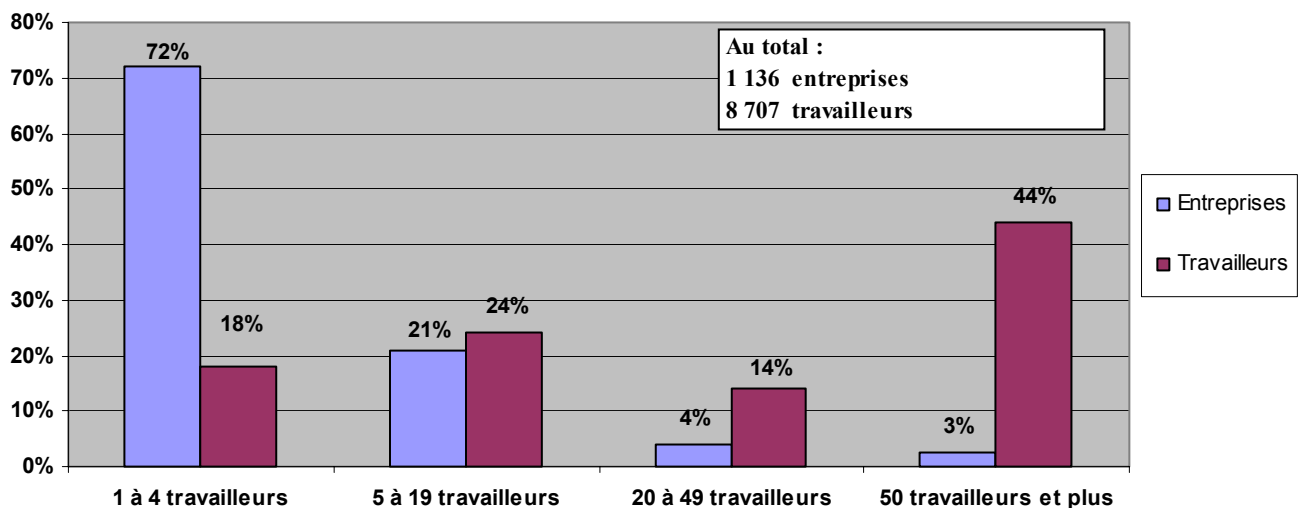
Une entreprise fabrique des barils de plastique pour le sirop d'érable, et la majorité des ateliers de 'manufacturation/façonnage' sont dans le domaine de la transformation métallique, l'ébénisterie, les portes et fenêtres pour un marché le plus souvent régional; on retrouve une entreprise spécialisée dans la conception d'équipements de sonorisation et d'éclairage. Il y a 2 entreprises spécialisées dans le bois d'ingénierie (chevrons, poutrelles et murets), un atelier fabrique des palettes.

On retrouve encore quelques fabricants spécialisés en maisons usinées, matériel de transport (remorques), béton préparé, clôtures en bois et ferblanterie. Cercueils Saint-Laurent fabrique des cercueils en bois (haut et bas de gamme) pour des clientèles spécifiques; un atelier confectionne des articles divers en toiles et textiles de grosse toile (bâches, abris d'auto, marquises...). On nous annonce l'installation d'un manufacturier-concepteur de système d'automatisation en agroalimentaire pour le mois d'avril prochain.

-La Taille des Entreprises manufacturières et de production :

En février 2006, la banque de données d'Emploi-Québec contenait 1 136 entreprises situées dans la MRC du Témiscouata. Celles-ci embauchent 8 707 employés. La taille moyenne de ces entreprises est d'un peu plus de 7 employés chacune, incluant les propriétaires. La répartition des entreprises et des travailleurs selon la taille de l'établissement est montrée dans le graphique 1, ci-dessous.

**Graphique 1 - Répartition des entreprises et des travailleurs selon la taille des établissements
MRC Témiscouata**



Source : Banque de données LIC du Bas-Saint-Laurent, février 2006

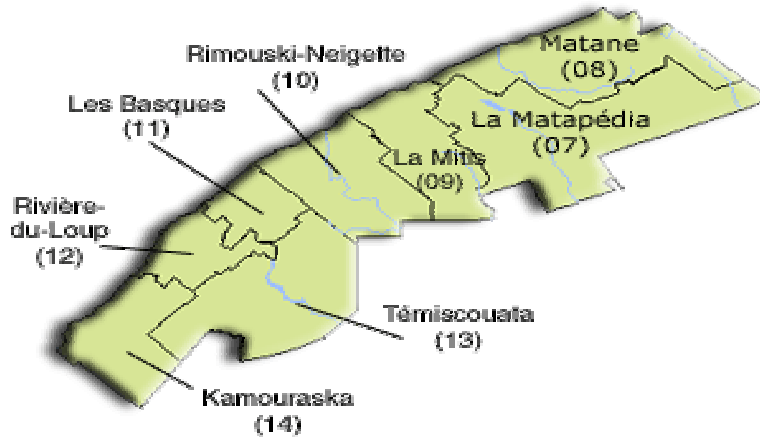
Comme pour la majorité des autres MRC du Bas-Saint-Laurent, plus de 70 % des entreprises ont moins de 5 employés. En raison de leur petite taille, elles n'embauchent que 18 % des travailleurs de la MRC.

À l'autre extrémité, on note que 3 % des entreprises avec des effectifs de 50 travailleurs et plus embauchent 44 % de la main d'oeuvre de la MRC de Témiscouata. Cela ressemble également au portrait des autres MRC du Bas-Saint-Laurent.

F- Conclusion :

Nous avons répertorié et colligé un ensemble d'informations nous permettant de pouvoir émettre un certain nombre de pistes de travail pertinentes, en regard à l'environnement qui prévaut actuellement dans la MRC de Témiscouata. Cette dernière vient de passer à travers un exigeant processus de planification/consensus en prévision de son développement futur.

Avenues de Développement et Prospectives



1) Orientations gouvernementales :

Développement Économique Canada, au niveau de la grande région de l'Est du Québec, a déterminé un certain nombre de paramètres pour privilégier et supporter des projets de développement, moteurs de l'activité économique et porteurs de création d'emplois. Également, ces axes visent des secteurs qui sortent des secteurs traditionnels de développement ou qui ont été privilégiés par le passé. Ces différents pôles d'activités demeurent à être validés par le comité aviseur mis en place pour conseiller le ministre responsable de DEC. Cette validation doit avoir lieu en mars 2007. Une première rencontre de travail avait été remise en raison de mauvaises conditions de température et d'incompatibilité de calendrier avec certains membres du comité.

On retrouve donc les priorités suivantes :

- ***bio ressource (forêt, tourbe et bioalimentaire)***
- ***énergie renouvelable et environnement***
- ***produits métalliques***
- ***sciences et technologies maritimes***
- ***tourisme***

Sans connaître tous les détails entourant la programmation et la façon d'intervenir de DEC dans ces secteurs ou axes prioritaires, on peut dès maintenant présumer que quatre axes sont présents au Témiscouata et tombent judicieusement en raison des problématiques vécues sur le territoire. La seule orientation qui ne semble pas avoir de connotation est «sciences et technologies maritimes».

La SADC connaît bien les diverses entreprises qui évoluent sur son territoire et, est associée étroitement à toute la démarche de structuration et de consolidation du développement, mise en place par les instances provinciales, fédérales et le milieu (CLD, MRC, CLE, CSFL, ...). Des avenues nouvelles de développement seront davantage définies d'ici les prochaines semaines pour passer rapidement à l'action (forêt, tourisme [parc national], énergie renouvelable [parc éolien], bioalimentaire [abattoir de porc], manufacturier).

De plus, la mise en place de la nouvelle politique sur la ruralité, annoncée à l'automne 2006, devrait cerner un nombre de projets et une enveloppe pour les 6 prochaines années estimée à 3,0\$Millions pour le Témiscouata. La MRC, via le CLD, a également obtenu un 'crédit spécial' de 1\$Millions de dollars pour un plan de diversification économique et une enveloppe pour l'embauche d'un agent de coordination/mise en œuvre. Ces sommes viennent s'ajouter aux fonds habituellement administrés par le CLD. La MRC a également bénéficiée au cours de la période 2004-2006 d'une enveloppe de ±600 000\$ (Fonds Québécois d'Initiatives Sociales) pour soutenir des initiatives de développement dans des communautés ± dévitalisées.

La Commission sur l'agriculture et l'agroalimentaire, présentement en consultation publique à travers le Québec, s'arrêtera au Témiscouata en mai prochain. Ce sera très intéressant d'y assister et de voir ce qui résultera pour la région et le Québec. Le contexte politique résultant de l'élection du 26 mars dernier aura-t-il une influence sur le rapport de la commission et sur d'autres actuellement en cours?

Le renouvellement de l'entente d'intervention de la SADC par DEC vient confirmer l'importance reconnue de cet organisme-partenaire essentiel dans le développement de la MRC. Cette entente permet aussi de mettre en commun les ressources pour créer une masse critique et favoriser un développement plus cohérent, le choix plus judicieux de projets et un meilleur encadrement des promoteurs, dans la poursuite d'un objectif de développement durable.

De son côté, Emploi-Québec présente les orientations corporatives suivantes pour l'année 2006-2007.

Orientations corporatives et champs d'intervention

Orientations	Champs d'Intervention
1- Favoriser la Participation au marché du travail	1- Contribution des services de placement et d'information
	2- Intervention auprès des personnes de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi
	3- Aide aux personnes en situation de sous-emploi, d'exclusion et de pauvreté
2- Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'Adaptation des Entreprises	4- Meilleure adéquation de l'offre de main-d'œuvre aux besoins des entreprises
	5- Amélioration de la gestion des ressources humaines et de la formation
3- Améliorer la prestation de services	6- Offrir un continuum de services
	7- Mobilisation des partenaires

Le MDEIE (Jn. Frs. Lebel?)

Le Service aux Entreprises de la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CSFL), qui opère sur les territoires des MRC de Témiscouata et des Basques, offre la programmation de cours suivants pour appuyer les entrepreneurs en difficulté de recrutement d'une main d'œuvre incorrectement qualifiée. Cette formation professionnelle est offerte sur une base permanente (options) ou en entente avec d'autres commissions scolaires. On privilégie l'approche de formation avec stages en entreprises/alternance travail-études.

Formation Professionnelle CSFL

Options permanentes	
	Comptabilité
	Secrétariat
	Lancement d'une entreprise
	Conduite de machines industrielles
	Production acéricole
	Production porcine
	Assistance aux bénéficiaires en établissements de santé
	Assistance familiale et sociale aux personnes à domicile
	Autres FP (MELS) Santé et sécurité
Options en entente avec d'autres C.S.	
	Ébénisterie
	Charpenterie-Menuiserie
	Secrétariat médical
	Transport par camion
	Protection et exploitation des territoires fauniques
	Récolte de la matière ligneuse
	Abattage et façonnage des bois
	Aménagement de la forêt
	Abattage manuel et débardage forestier



12-Pistes de Solutions :

Le Témiscouata, malgré certains aspects qui paraissent en sa défaveur, possède des atouts importants dans trois secteurs qui mériteraient que l'on s'y attarde davantage. En effet, ces domaines sont constitués pratiquement en filières. Il s'agit de l'Acériculture, du Transport et des Produits ligneux-non ligneux mais utilisant des rebuts ou essences non commerciales. Il y aurait avantage à passer sérieusement en revue ces 3 domaines et voir s'ils sont porteurs de développement.

-La Filière acéricole :

- développement réalisé sur le terrain et possibilités restantes ($\pm 4,5$ M entailles et potentiel pour ± 3 M) en Terres publiques et privées
- installateurs d'équipements, fabricants et vendeurs ([innovation](#))
- # exploitants, bonne masse critique, volume intéressant de production
- facilités pour la classification et entreposage du produit semi-fini (le sirop){[DÉCACER](#)}
- un peu de transformation est réalisé sur le territoire et pourrait être développé ([alcools fins, gelées, sucre granulé et flocons, autres produits à petite échelle...](#))
- Centre de formation pour ouvriers acéricoles et activités connexes, ([production et aménagement](#)) formation en transformation...
- CETTA, centre de transfert technologique et mise au point de produits
- regroupement de commercialisation ([Nokomis et produits bio](#))
- proximité des frontières et de certains marchés
- aménagement acéricole / forestier, études et connaissance des retombées
- créneau d'activité important pour plusieurs travailleurs forestiers et agricoles, ([complémentarité de revenus importante](#)),
- produit exclusif dont l'environnement est peu perturbé ([population d'érables jeunes, pollution atmosphérique + faible, forte concentration d'Érable à sucre par rapport à l'érable rouge \(plaine\)...](#))

En contrepartie, il manque de crédits pour aménagement forestier acéricole en Terres Publiques. Consommation domestique encore très saisonnière ce qui freine le développement de la transformation. Comme toute la production se vend en vrac ($\pm 90\%$), perte de contrôle sur les produits transformés ailleurs et par la suite ([beaucoup de ces produits portent la mention 'CANADA' et ne sont pas tous de très bonne qualité](#)). La production industrielle a apporté son lot de problématiques.

Le Domaine ACER qui voudrait transformer davantage d'alcools fins, est freiné par la réglementation et la société d'État, la SAQ. Ce n'est pas évident non plus de contrôler la qualité des ingrédients de base en faisant appel à d'autres producteurs, même du secteur territorial immédiat et avec un cahier de charge. L'équipement peut varier, le savoir-faire, le terroir, etc. La mise de fonds est très importante pour un tel projet et la rentabilité n'est pas automatiquement assurée. On devra peut être miser davantage sur la production et la transformation de produits plus concurrentiels, et adopter la mention 'à l'érable' pour des produits dont l'instabilité et l'aspect visuel peut paraître moins intéressant à la vente si on respecte la réglementation des «produits d'érable», signifiant produit pur, sans additif.

-La Filière Transport routier et ferroviaire :

On y retrouve plusieurs centaines d'emplois (500-600 peut-être) occupés par des entrepreneurs artisans qui doivent déployer beaucoup d'ingéniosité et faire des heures /semaines pour boucler la boucle.

Il y a quelques Compagnies également dont certaines sont très spécialisées. Il y a du transport forestier (forêt à l'usine et, usine au distributeur/grossiste) ; transport varié sur courte et longue distance (Québec, Est du Canada, Ouest du Canada, États-Unis) ; transport scolaire pour desservir une clientèle éparpillée sur le territoire ; enfin il y a du transport adapté pour une clientèle à mobilité réduite et intégré pour permettre à des clientèles de pouvoir avoir accès à des services et qui combine certains moyens de transport.

On trouve également des services associés à l'industrie du transport comme la réparation (même des unités mobiles), la vente et l'entretien, l'accréditation pour l'inspection, la formation pour les opérateurs et entretien, la fabrication de certaines pièces d'équipement (toiles, remorques), etc. Le Témiscouata, par son positionnement et son réseau routier majeur, est un lieu de passage obligé et très utilisé pour desservir le marché des Provinces Maritimes et de la Nouvelle Angleterre.

Par ailleurs, il faut maintenir l'axe ferroviaire du Transcontinental pour le transport de certains biens de consommation, et faciliter l'expédition de certaines marchandises produites et spécifiques au Transcontinental.

-La Filière du ligneux et non-ligneux :

On pense qu'une certaine partie de la fibre est non utilisée dans le circuit traditionnel (bois d'œuvre), essences moins commerciales, résidus de coupe, etc.

On vend des copeaux, échanges sur des marchés extérieurs à la région,
Le paillis et le compost forestier sont sous utilisés,

Les huiles essentielles ont une grande valeur commerciale, on en produit peu (plantes médicinales ?)

L'«intégration» de certains moulins pourrait-il rendre plus rentable certaines lignes de production ?
amener les grumes/tiges entières au moulin et de là se fait la redistribution,

Les petits fruits maraîchers (fraises, framboises, bleuets) et sauvages (amélanchier, pimblina, cornier, cerisiers) sont peu développés/exploités.

Les associations/mélanges potentiels (bois-plastic, bois-ciment) ont-ils de l'avenir chez-nous ou il faut un marché de proximité pour rentabiliser de tels produits ?

Le bois de la forêt privé est-il suffisamment mis en valeur ? Est-ce qu'il contribue aux volumes alloués pour l'approvisionnement dans le calcul de la possibilité forestière ?

Richard Savard (CRE BSL) et Luc Bouthillier (Un. Laval) ont quelques idées sur le sujet.

...«il faut instaurer un nouveau marché du bois en diminuant les approvisionnements garantis à l'industrie primaire, et assortir cette mesure d'une politique industrielle pour stimuler une nouvelle économie axée sur la valeur ajoutée. Chaque m³ de bois extrait de la forêt créerait 8x plus d'emplois...» (BST, jan/fév. 2007, p14)

Exemples de produits dérivés du sapin beaumier (abies balsamea) :

- revêtement/lambris*
- clôtures en aménagement paysager résidentiel*
- composant portes/fenêtres*
- bois traité résineux (treillis-poteaux)*
- meubles*
- murs, planchers préfabriqués*
- bois traité thermiquement*
- résine de sapin (usage thérapeutique et optique)*
- couronnes de Noël*
- huiles essentielles*



13- Pistes de Solution...des Projets concrets

D'entrée de jeux, nous parlions que l'IPSE et que Zins Beauchênes et Associés avaient identifié une série de projets pouvant faire l'objet d'un examen plus sérieux et la base d'une planification de développement. Certains de ces projets et, de nouveaux venus s'ajouter, méritent toujours une attention de la part des instances décisionnelles du milieu. Ce sont :

- >meilleure utilisation de l'ardoise, valorisation des rejets
- >agroenvironnement (protection milieu, production énergie, expertise...)
- >parc national Témiscouatain (tourisme, nature, archéologie...)
- >développement du Parc avec 'super tyrolienne' au mont Citadelle
- >insertion de clientèles dans des projets collectifs (horticulture, apprentissage...)
- >énergie et parc éolien
- >R&D acéricole
- >incubateur industriel (virtuel ou non)
- >confection avec des fibres High Tech
- >production biologique
- >abattoir/atelier de transformation du porc

14-Facteurs pouvant freiner le développement ou nuire à celui-ci :

Dans toute prospective de développement, un certain nombre d'éléments peut apporter des contraintes ou retarder le momentum de développement des projets à tel point que ceux-ci ne se réaliseront peut-être pas, les conditions qui étaient propices à sa réalisation devenant caduques, ce qu'en jargon on appelle le 'timing' (marché, promoteurs, expertise, crédits, main d'œuvre, opportunité...). Voici quelques-uns de ces facteurs.

°trop long laps de temps avant que quelque chose de positif ne se produise

Parce que la «crise» dure et perdure, il faut passer à l'action avec des projets, même modestes pour faire la preuve que ça bouge et qu'il existe toujours des possibilités et de l'avenir. S'il le faut, tirer parti de l'effervescence du développement et de la croissance observés chez nos voisins.

°CSFL ne continue pas ses efforts de formation adaptés aux besoins des entreprises/immigrants

Le Service aux Entreprises a entrepris depuis quelques années une approche constructive avec les entrepreneurs en leur offrant des formations d'appoint, pour leur personnel, mais en développant également des programmes novateurs pour être à la fine pointe de la technologie et devancer, si possible, les nouveaux besoins. Comme on observe des pénuries de main d'œuvre pour certains postes qui demandent plus ou moins de spécialisation, on doit faire appel à des travailleurs immigrants qui ont aussi la culture du travail difficile et répétitif. Il faut continuer d'encourager cette approche.

°faire confiance aux gens en place et leur donner les moyens de faire des réalisations

La richesse d'un milieu dépend aussi de sa population et on a l'impression que les gens venus ou recrutés à l'extérieur pourront mieux s'acquitter des tâches liées à la planification et au développement. Certes, ils peuvent avoir des connaissances et des idées nouvelles mais ils peuvent surtout manquer de connaissance et de la culture entrepreneuriale et des gens d'un milieu donné. Beaucoup d'individus, natifs du Témiscouata et qui ont pu connaître des

expériences diversifiées dans d'autres milieux, sont disponibles à contribuer au développement de leurs communautés. Il faut laisser le temps et donner les moyens aux gens en place pour que se concrétisent des réalisations dans un environnement difficile et où la culture entrepreneuriale est peu développée. Depuis quelques mois, on peut compter sur l'installation en région de quelques ressources professionnelles de la communication et de la mise en marché pour appuyer les initiatives de nos promoteurs.

°maintenir une cohésion et informer la population de ce qui se passe

La population, en général, a besoin d'être supportée, encouragée et stimulée à persévérer. Pour contribuer à cette dimension, elle doit être informée. Ce sera une des clés de la réussite de l'engagement dans le virage qu'entreprennent la MRC de Témiscouata et ses interlocuteurs du développement. Avoir la population derrière soi, constitue une garantie que l'on va dans la bonne direction.

°continuer les efforts de promotion et de vente de la région (pratiques et réalistes)

En raison des problématiques vécues, la presse nationale a présenté un portrait plutôt/parfois sombre du Témiscouata. Pour l'interlocuteur extérieur, il faut changer rapidement sa perception et sa connaissance des faits. Il faudra engager des ressources et énergies à promouvoir la région. Ainsi, on pourra possiblement l'intéresser davantage à nos projets et faire ressortir les atouts qui entourent ces projets de développement.

°préconiser une politique des petits pas, efficace et qui avance toujours

Il faut garder beaucoup de lucidité et s'atteler à la tâche en sachant bien que ça ne se fera pas du jour au lendemain. Il faut avoir des stratégies qui permettent l'atteinte de résultats et qui, une fois sur la lancée, auront un effet d'entraînement et permettront un développement durable.

15- Champs d'activités privilégiés par la SADC de Témiscouata

L'implication de la SADC a toujours été étroitement liée, à une forme d'éducation/sensibilisation des promoteurs pour leur accorder le maximum de chances de réussite. Après une vingtaine d'années d'une formule gagnante, compte tenue des nouveaux enjeux qui se dessinent pour l'avenir du territoire, la SADC doit-elle assurer un leadership plus affirmé dans le développement ? La SADC doit-elle changer son approche d'intervention ? La SADC doit-elle cibler ses axes d'intervention ? Ce sont là autant de questionnements que l'organisation doit se poser, avec ses dirigeants et son personnel, pour compléter sa programmation pluriannuelle qui couvrira la période 2007-2010.

Sources bibliographiques et d'informations...

Merci à tous ceux et celles qui m'ont transmis des informations...

Robert Giguère, ingénieur forestier, MRC Témiscouata
Denis Landry, directeur CLE Cabano
Suzette de Rome, M. Atdr. CRÉ BSL
Donald Beaulieu, MAPAQ, Notre-Dame-du-Lac
Camil Morneau, MAPAQ, Rimouski
Guy Raymond, directeur Service aux Entreprises CSFL
Gaston Rousseau, directeur. SADC Témiscouata
Ginette St.-Amant, ATBSL
Claudine Boucher, coordonnatrice tourisme, CLD Témiscouata
Comité de Développement Local, SADC de Témiscouata
Jean-Martin Leclerc et Guilmont Pelletier, Pacte Rural Témiscouata

Données secondaires :

Observatoire de la Foresterie du Bas-Saint-Laurent, Industrie forestière : Portrait et enjeux, oct. 2005
120 pages.
Bimensuel, BST, Le Bois et sa Transformation, jan.-fév.-2007, Henri Michaud, éditeur.
Vitalité économique, le magazine, février 2007, vol.3 #1, Érick Drapeau, éditeur.
Actualité Industrielle, La revue des gestionnaire, hiver 2007, vol.6 #4, Lise La Ferrière, éditrice.
Portraits sectoriels du MAPAQ, BSL
Institut de la Statistique du Québec / Statistique Canada
Répertoire des Entreprises de la MRC de Témiscouata, par territoire de municipalité, 06-06, SADC.
Plan d'Action Local (PAL) 2006-2007- Emploi-Québec Cabano
La Filière acéricole du Québec, Mme Julie Labrecque, secrétaire